



Septembre 2022
Bureau
Bamako



Revue de presse du Mali

15.09. – 30.09.2022

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

Contenu

-

- **Politique : Gouvernance au Mali : Après la classe politique, celle militaire doit à tout prix réussir**

• **DEFICIT DE LEADERSHIP**

- **ECONOMIE: Mercantilisme**

-

POLITIQUE

Gouvernance au Mali : Après la classe politique, celle militaire doit à tout prix réussir

Après le terrible désaveu de la classe politique, il semblerait que les Maliens veulent donner sa chance à celle militaire. Plus de 30 ans d'ère démocratique auront rimé avec écart économique et gabegie galopante. Les tenants actuels du pouvoir, pour l'intérêt supérieur de la nation, doivent réussir là où ses prédécesseurs ont lamentablement échoué.

Autrement, ce sera un désaveu de plus, celui de trop, qui marquerait une rupture encore plus profonde entre les gouvernants et les gouvernés. Ils ont le vent en poupe et, de mémoire de Malien, rarement des dirigeants auront été aussi populaires.

Une popularité qui devra se traduire sur le terrain par des mesures fortes au plan politique, mettant le pays sur de bons rails. Pour beaucoup, peu importe s'il s'agit d'un nouveau type de classe dirigeante mêlant le militaire au politique, l'essentiel se sont les résultats.

Cependant, d'autres craignent qu'il s'agisse de liaisons dangereuses, d'alliances contre nature, qui auront de fâcheuses conséquences sur le bon ordonnancement des institutions de la république. Des conséquences qui menaceraient également l'équilibre entre les différents pouvoirs du pays.

Car, en l'état, il serait très laborieux que l'armature institutionnelle du pays puisse revenir à la normale après de tels bouleversements. Il semblerait que peu de Maliens, surtout ceux faisant partie de l'élite, se projettent dans un avenir plus ou moins lointain. Beaucoup se cantonnent à vivre au jour le jour comme si gérer un pays, ce n'est pas prévoir le lendemain.

Si l'on a l'habitude de dire que la rupture entre l'élite politique et la masse populaire est totale, que dira-t-on si jamais celle au pouvoir ne parvenait pas à remplir les attentes ? Une question d'autant pertinente que jusqu'à l'heure, des questions essentielles ont été occultées notamment celles liés au modèle de système politique qui sied le mieux au Mali.

L'élite, plutôt que de se projeter en avant en ligne de mire les garanties de stabilité politico-institutionnelle, tous ne voient que l'élection devant avoir lieu. Si la tenue de celle-ci est impérative pour amorcer le retour du pays dans la normalité, il y a des gages qu'il faut obtenir.

Néanmoins, la classe actuellement au pouvoir est condamnée à réussir. Mais si elle ne y parvenait pas, le désaveu entre la masse populaire et les dirigeants serait total et peut même irréversible.

Et le manque de confiance sera tout simplement entre maliens eux-mêmes. Déjà l'on en voit les prémices. Il est fort à parier qu'elle s'accroisse.

Dans une certaine mesure, ce serait un mal pour un bien, l'occasion pour les Maliens de se poser les bonnes questions et surtout d'y apporter des solutions. Et cela permettra aux Maliens de prendre conscience que le problème du Mali n'est pas fondamentalement la classe, militaire ou politique, qui gère le pouvoir mais qu'il s'agit surtout du modèle de gouvernance que l'on veut.

Il faudra qu'elle emporte l'acceptation de tous et qu'elle permette l'instauration du cercle vertueux de la transparence dans tous les domaines de gestion étatique.

Source : Ahmed M. Thiam L'Alternance

DEFICIT DE LEADERSHIP

Comment réconcilier les Africains, les Maliens notamment, avec la politique ? Cette équation est actuellement au cœur du débat, notamment dans des pays comme le nôtre où une transition politique est en cours.

Pour Cheick Boucadry Traoré, fondateur et leader de Convergence africaine pour le renouveau (CARE), il faut que nos populations comprennent que l'incompétence et la maladresse des politiques face aux problèmes de société ont des conséquences fatales sur elles et menacent nos pays dans leur existence. C'est la voie indiquée dans cette tribune.

Le manque de scolarisation et la mauvaise éducation ont des effets négatifs sur la population et le pays. Les politiciens, de nos jours, sont mal éduqués et mal informés sur non seulement leur propre pays, mais aussi sur les affaires d'un monde en plein bouleversements géopolitiques.

Par conséquent, ils prennent toujours des décisions mal réfléchies qui peuvent être des menaces imminentes pour la sécurité de nos nations et de sérieux dangers pour leur survie. Leur déficit d'acquis de base entrave grandement le développement social et économique de nos pays.

Le discrédit moral dont souffre le système politique fait que les plus compétents et mieux informés ne croient plus à la politique parce que la politique n'est plus digne d'être crue. Ce discrédit est massif et général, étant donné que nos populations constatent une corruption massive, répandue et omniprésente à tous les niveaux politiques et administratifs.

tout cela montre l'effet massif qu'exerce ce sentiment de discrédit sur la croyance en l'utilité du vote, un des fondements principaux des régimes démocratiques. La scène politique est alors occupée par une nouvelle génération de politiciens incompetents non-sophistiqués et opportunistes qui croient fermement que l'accès au pouvoir peut être une source d'enrichissement enviable.

Et la corruption a permis à beaucoup de ces nouveaux politiques de s'enrichir davantage que leurs prédécesseurs et ils animent aujourd'hui l'option d'être candidat à la magistrature suprême avec les biens mal acquis pour soutenir financièrement leurs candidatures.

Or, le constat le plus écœurant est que les millions de citoyens ne pèsent pas lourds face à leurs intérêts et l'affirmation de leur ego. La stabilité du pays et le bien-être des populations sont les moindres de leur souci sauf lorsqu'ils peuvent fournir un prétexte pour détruire tout ce qui n'est pas suffisamment favorable à leurs intérêts.

Nos nations ont sûrement besoin de dirigeants forts et compétents avec une vision. Cette nouvelle génération de politiciens superficiels qui vont et viennent sont incapables de traiter les problèmes de nos pays et ils ne peuvent sûrement pas penser stratégiquement et planifier à long terme.

Nos populations et le reste du monde constatent chaque jour la bêtise et l'ignorance dans leur prise de décision. C'est pourquoi nos pays vivent au gré des crises. Il va sans dire qu'il est parfois difficile de penser que l'on puisse espérer quoi que ce soit de positif venant d'eux.

Nos citoyens ont plus que jamais besoin de politiques intègres et dignes de confiance capables de trouver des solutions aux crises profondes qui touchent nos pays. Et ils veulent sûrement des leaders compétents qui soient prévisibles, solides et transparents. Malheureusement, les actions et décisions prises récemment par ces types d'hommes politiques n'ont fait que plonger davantage nos pays dans le chaos.

Il est temps que nos populations comprennent que l'incompétence et la maladresse de ces politiques face aux problèmes de société ont quotidiennement des conséquences fatales sur elles et menacent nos pays dans leur existence. Il est aussi grand temps qu'elles fassent comprendre à ces politiques que leur responsabilité fondamentale est de servir le peuple, répondre aux besoins des citoyens, assurer leur sécurité, préserver leurs droits et surtout défendre leurs valeurs.

Cheick Boucadry Traoré
Leader politique

ECONOMIE

Mercantilisme

En zone Office du Niger, les premières récoltes de riz ont déjà commencé à arriver sur le marché. À M'Bèwani, l'état végétatif des plantes est reluisant. Les épis sont presque arrivés à maturité dans les premiers champs repiqués. C'est la floraison en épis pour certaines.

D'autres attendent encore l'engrais subventionné pour mettre la troisième tranche (deux sacs d'urée par ha) de l'engrais nécessaire pour espérer une bonne récolte.

Pendant ce temps, des individus, visiblement délégués par des sociétés ayant bénéficié du marché de fourniture de l'engrais subventionné, profitent de l'angoisse des paysans. À qui ils rachètent la caution (d'une valeur de 25.000 F cfa par ha) à entre 5.000 et 1.000 F cfa.

Ce document précise le nombre de sacs d'engrais octroyés à un paysan par l'Etat. Qui, par cet acte, s'engage à rembourser le vendeur d'engrais qui aura servi le producteur. Donc, les fournisseurs qui sont en train de les racheter à vil prix peuvent passer après à la caisse, sans avoir livré un seul sac d'engrais aux paysans.

On espère que les ministères en charge de l'Agriculture et des Finances ont pris les mesures nécessaires pour déjouer leur plan machiavélique et mercantile. Cette situation pose la problématique de la capacité réelle de la plupart de nos sociétés dans l'import-export à exécuter les gros marchés, notamment relatifs aux subventions accordées par L'Etat pour soulager nos populations.

Généralement promptes à dénoncer ce qu'elles appellent « un monopole ou oligopole accordé » à quelques grands importateurs de la place, elles s'avèrent « incapables » d'honorer leur engagement lorsque le pays place sa confiance en elles. La dernière en date, c'est l'importation de denrées de base à base taxable réduite pour en faciliter l'accès à un prix raisonnable.

On espère que les ministères en charge de l'Agriculture et des Finances ont pris les mesures nécessaires pour déjouer leur plan machiavélique et mercantile. Cette situation pose la problématique de la capacité réelle de la plupart de nos sociétés dans l'import-export à exécuter les gros marchés, notamment relatifs aux subventions accordées par L'Etat pour soulager nos populations.

Généralement promptes à dénoncer ce qu'elles appellent « un monopole ou oligopole accordé » à quelques grands importateurs de la place, elles s'avèrent « incapables » d'honorer leur engagement lorsque le pays place sa confiance en elles. La dernière en date, c'est l'importation de denrées de base à base taxable réduite pour en faciliter l'accès à un prix raisonnable.

Cela selon le principe : premier venu, premier servi au niveau du cordon douanier. Cette décision de réaffectation à d'autres opérateurs économiques des quantités subventionnées non exécutées au cordon douanier a été prise en conseil des ministres du 7 août 2022.

Plus d'un mois après et à quelques jours de la fin de l'opération, ce sont seulement « 5.000 tonnes de vivres, exécutées essentiellement par deux importateurs traditionnels », qui ont franchi nos cordons douaniers.

Aucun de ceux qui prétendaient pouvoir « casser le monopole » n'aurai pas « importé un sac de riz ou de sucre », ironise un responsable de la direction générale du commerce, de la consommation et de la concurrence.

Selon notre source. Il faut remplir certains critères pour pouvoir exécuter un tel marché. Il s'agit en premier lieu d'avoir une relation commerciale viable dans le pays d'importation. L'intéressé doit également avoir une bonne assise au niveau des banques dont il doit avoir la confiance pour bénéficier d'une traite au besoin.

Il doit également avoir la logistique (moyen de transports nécessaire pour enlever sa marchandise au niveau du port 24 heures après son arrivée au risque de payer de fortes pénalités. Et disposer enfin d'un réseau de distribution au niveau national. Autant de critères difficiles à remplir par des novices

Source : Essor

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programme / rédactrice
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de